

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

جامعة الجزائر
-كلية الحقوق-



رسالة ماجستير في القانون الجنائي
و العلوم الجنائية

إشراف الأستاذ الدكتور :
عبد المجيد زعلاني

إعداد الطالبة:
بن يعقوب حنان

أعضاء اللجنة:
أد عبد الله سليمان
أ مادوني حورية

السنة الجامعية: 2003 - 2004



()

(1) ...

(2)

":

()

.

(3)"

Sacro-Saint

(4) Conventionnelle

Provisoire

Intengible
Artificielle

(1) Alain Cazarre, l'organisation de la douane, R.F.F.P, 1983 N°3 - P 89.

- (2) المواد 5 فقرة "د" و 240 مكرر من قانون الجمارك الجزائري (القانون رقم 07/79 المؤرخ في 26 شعبان عام 1399 الموافق لـ 21 يوليو سنة 1979 المعدل و المتمم بالقانون رقم 10/98 مؤرخ في 29 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 22 غشت سنة 1998 ج ر عدد 61).
- (3) عبد المهيمن بكر، الجرائم المضرة بالمصلحة العامة، دار النهضة العربية، القاهرة 1973، ص 4.
- (4) R.Legros, l'influence des lois particulières sur le droit pénal général, R S C, 1968,p233.

(1)

(2)

Morale traditionnelle

(3)

(4)

(5)

(6) "

(1) M.DELMAS MARTY, criminalisation et infractions financières, économiques et sociales, R S C 1977,p 509.

(2) R.VOUIIN, droit pénal spécial, Dalloz, Paris, 1971, P 4.

(3) R.LEGROS, Art Precité .

(4) M..MASSE, infraction contre l'ordre financier, RSC, 1985, p 589.

(5) أحسن بوسقيعة، المنازعات الجمركية على ضوء الفقه و إجتهد القضاء الجديد في أحكام قانون 10/98 المعدل و المتمم لقانون الجمارك، دار الحكمة، سوق أهراس 1998، ص 4.
وتشترك في هذه الخاصية الجرائم الجبائية و الجرائم الإقتصادية أنظر:

Jean- François RENUCCI, Droit Pénal Economique, MASSON/ARMAND COLIN, Paris, 1996, p 7 : « par leur nature, les infractions économiques ne peuvent être considérées comme des délits naturels: il s'agit de délits artificiels qui, en soi ne heurtent pas les sentiments humains les plus profonds ».

(6) M.DELMAS.MARTY, Art Précité.

(1)

1979

(2)

(1) بموجب قانون رقم 10/98 المؤرخ في ربيع الثاني عام 1419 الموافق ل 22 غشت سنة 1998 ج ر عدد 61، المعدل و المتمم للقانون رقم 07/79 المؤرخ في 26 شعبان عام 1399 الموافق ل 21 يوليو سنة 1979 و المتضمن قانون الجمارك.
(2) و لا شك أن إنضمام فرنسا إلى السوق الأوروبية المشتركة قد ساهم إلى حد كبير في إحداث القطيعة مع النظام القديم و التخلي عن الطابع الصارم الذي كان يميز هذا القانون، أنظر في ذلك:
C. BERR ET TREMEAU, Le Droit Douanier, ECONOMICA, Paris, 1988, N° 22, p 16.

(1)

:

:

:

(2)

:

(3)

()

Exposés des motifs

(1) مقدمة عرض الأسباب لقانون 10/98 المؤرخ في 22 غشت 1998 المعدل و المتمم لقانون الجمارك.
(2) ج ع بخوسوب، الذنبيات "مناهج البحث العلمي"، مكتبة المنار، الأردن، 1989، ص 193.

(3) P. Marchessou « L'interprétation des textes fiscaux », Ed Economica, Paris 1980 -
P 27 « la difficulté d'appréhension est aggravée par la médiocre qualité de rédaction des textes fiscaux ».

(1)

) ()

.

(

Comparaison "

"simultanée

.

()

(2)

.

:

:

)

:

:(

:

.

:

:

.

(1) L.J Constantinesco « Traite de droit compare ». tome II, la méthode comprative, librerie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1974, P 279: « pour obtenir des résultats pertinents sur le plan de la comparaison, il faut éviter de limiter les termes à comparer à des particules juridiques élémentaires trop étroites ».

(2) Idem, p291: « la comparaison élargit l'horizon scientifique des juristes nationaux et leur permet de libérer le droit national de l'emprise étouffante de la conception et de la dogmatique traditionnelle le droit national se trouve ainsi relativisé, c'est à dire réduit à ce qu'il est en réalité. tant que le juriste national reste enfermé dans son seul monde juridique, il a tendance à prendre les solutions de son droit comme les seules possibles, les seules logiques ou les seules valables ».

:

La structure de l'infraction

douanière

.

.

"

()

)

"

.(

:

325

330

324

324

. 329 327

)

.(323 319

.

(1)

.

)

:

(

)

(

.(

)

:

10- 98

322 319)

.(. 325 .

319)

"

"

(. 325)

(. 322

(2)

.

" Notamment" "En particulier"

(3)

.

¹.236 1997

"

"

-

². 330 322 321 320 319 -

³ - Circulaire n ° 5573/DGD/ D220 du 30/11/98 concernant la qualification et la répression des infractions douanières au regard de la loi 98-10 du 21/08/1998, p 3/ « l'insertion dans les nouvelles rédactions des articles 319, 320, 321, 322 et 325 CD des termes » « notamment » et en « en particulier » laisse entendre que les listes

(4)

(5)

(6)

(7)

L'interprétation stricte

⁽⁸⁾1984-12 -03

1980

1979

d'infractions énumérées au niveau de ces articles ne sont pas exhaustives : d'autres faits délictueux peuvent y être ajoutés s'ils répondent aux conditions fixées par le chapeau de l'article en question »

⁴ -C. BERR ET H. TREMEAU , le droit douanier, ed ECONOMICA , Paris, 1988 op cit N° 100, p75 : « il ne fait pas de doute qu'il n'existe de politique douanière qu'en concours avec d'autres telle que la politique agricole, celle du développement industriel et de manière générale avec la politique commerciale d'un état ».

⁵ - P.MARCHESSOU « l'interprétation des textes fiscaux » E.Economica, Paris 1980, p 25 : « la complexité de la législation fiscale s'explique par l'inflation législative particulièrement sensible à cette branche de droit et par la technicité intrinsèque du droit fiscal ».

⁶ - MASSE, 'infraction contre l'ordre financier R.S.C1985. p 589.

⁷ - Voir circulaire N° 5573/DGD/ D 220 réitéré.

⁸ - Cass. Crim du 03/12/1984, Bull N° 380.

1980

(1979)

426

" ()
" "

"
.

()

.()
:

)

(

()

(9)

⁹)

.(1996

Voir aussi P-MARCHESSOU , op cit p 28.

- -

(10)

) ()
(

(11)

(ECRAN)

:

¹⁰ -« la circulaire ne saurait constituer une source de droit pénal ». (cass crim du 28/11/1972/ bull n° 363). (cass crim du 03/01/1978, bull crim n°2).

¹¹) 320 319 -

.	(
.1985/01/21	220	/	/604	-1					
.1997/03/14	220	/	/ 6797	-2					
.1997/12/08	220	/	/164	-3					
.1997/12/24	220	/	/ 173	-4					
.(4 3			) 1998/04/27	200	/	/ 90	-5		
				.1999/05/15	200	/	/ 167	-6	

325

(12)

« »

328

« »

(13)

« »

(14)

()

(15)

)

(281)

/119

(

⁽¹²⁾ La circulaire N° : 5573/DGD/D du 30/11/98 : « Dans ce cas de figure (marchandise de fraude dissimulées à bord d'un véhicule). Le véhicule sera considéré comme étant une marchandise qui a servi à masquer la fraude donc passible de confiscation au même titre que les objets de fraude ».

⁽¹³⁾ Circulaire N° 2073/DGD/D211 du 13/05/200, concernant les difficultés rencontrées dans l'application de l'article 328 CD : « La confiscation des marchandises, ayant servi à masquer la fraude a été omise et cette omission est d'ordre rédactionnelle.

.(rectificatif)

⁽¹⁴⁾ MARCHESSOU « L'interprétation des textes fiscaux » opcit, p 44 : « Le respect de l'autorité hiérarchique assure certainement l'audience de cette interprétation auprès des agents ».

⁽¹⁵⁾ IDEM- p 71.

303

1991/10/14

220 /

)

. 2

.(

.

.

)

.

(

(Formule en blanc)

:

"

)

(16)

.(

) (17)

(

:

221

. 324

.

. 226

324

(16) أمّد شوقي أبو خطوة، المرجع السابق، ص 236

Voir aussi, J Leaute « criminologie et science pénitentiaire ». thémis, Paris, 1972, p 177.

10-98

" (17)

221 226

(18)

⁽¹⁹⁾1987/07/08

502/87

226

215

)

(

(20)

:

(1994

30

1415

26

)

(18)

1999

23

1419

7

)

.(1991 2

(19)

:

C.BERR et TREMEAU . op,cit N° 590-1 page 416, 417.

(20) أسن بوسقيعة ، المرجع السابق، ص 122.

321)

(21)(

1998 21

:

-

.(1 21)

-

.(2 21)

2 21

.

.

.

(22)

.

%45

(23)

() 4

5)

- 21

- (

22

.1992 22

1412

29

"%45

:

() 4

23

()

.

.

(10.000 : 323)

) (5) 60

.(329 326

(24)

()

(2 21)

.

"

"

.

:

111

(25)

(26)5

118

(24)

.40 1992

(27)

(28)

:

-1

(29)

-2

(30)

⁽²⁵⁾ « Le juge pénal a tous pouvoirs pour apprécier la légalité des actes administratifs pénalement sanctionnés tous réglementaires qu'individuels ourvu qu'ils ne soit pas nécessaire de les interpréter » (crim 21/12/1961/ Bull. rim N° :551).

⁽²⁶⁾ Le juge pénal apprécie la légalité de l'acte administratif « réglementaire ou individuel, lorsque de cet examen depend la solution du procès pénal, il interprète cet acte » (article 111-5 code pénal).

)III 1997/03/17 143390 (27)

) (1998
1991/01/21 05 (

1991/01/26 328 220•326 (28)

146645

.()III . . . 1997/05/12

1998/04/27 200 / /90 (29)

.()

⁽³⁰⁾ J.D. WILFRID « Le principe de la légalité criminelle et d'application de la loi pénale dans le temps ». Juris, cl : pénal : « s'ul est régulier, le reglement n'est pas annulé ar le juge pénal (crim 7/11/1908 BULL crim

(31)

(32)

()

N° :427) pour cause de séparation de pouvoir , mais il est seulement écarté des débats dans l'affaire considérée : il pourrait donc toujours servir pour d'autres poursuites contre des tiers et même contre l'intéressé ».

1991/01/14

200 / /119

)31)

.III	1997/06/23	148624	-
.III	1997 /07/07	149469	-
.III	1998/04/14	156686	-

.(1998 2

)

⁽³²⁾ J.D. WILFRID art. précité « le législateur est en effet en partie l'artisan de son propre abaissement n'ayant pas craint à divers occasions d'adapter des rédactions imprécises... ce phénomène qui peut s'expliquer par un désir de parvenir à une répression optimal a fini par dénaturer les fonctions incriminatrices du pouvoir législatif pour devenir synonyme de répression aveugle aux horizons illimitées »

()

"

(33)"

.

(34)

.

:

(1 /281)

)

.238.239

(1984 7 1

(33)

)34 (

(35)

(281)

()

(36)

()

()

.()

:

(281)

(37)

3

282

(35)

.1997 6

1992

.296 2 1

³⁶ (F) Chopard, les circonstances atténuantes (encyclopédie DALLOZ, II , 1967)

Voir aussi arrêt crim du 14 mars 1983 (JCP, 1983, IV, 173) : « N'ayant pas a être justifiées les circonstances atténuantes ne sont pas réservées qu'aux prévenus de bonne foi ».

و فيما يخص الظروف المخففة أنظر ما تم دراسته في هذا الموضوع في القسم المخصص للجزاء.

³⁷ - JP Marty « les délits matériels » RSC 1982 . P 41.

(38)

La structure de

39

l'infraction

281

(40)

(41)

:

(42)

(319)

43

³⁸ - VOIR Berr et Tremeau opcit N° 647 page 460 et 461 –JP Marty , art précité.

:

Voir JH Robert « l'histoire des éléments de l'infraction » RSC. 1977. P 269.

« L'extrême difficulté...est de placer la frontière entre ce qui sépare l'élément moral et la théorie de la responsabilité pénale ».

100-145 /1998

39

⁴⁰ - PH Deguardia « l'élément intentionnel dans les infractions douanière »RSC 1990,N° 5, p 487.

⁴¹ أخذ هذا التقسيم عن عبد المجيد زعلاني، المرجع السابق، ص 147.

⁴² - Berr et Tremar opcit N° 647 p 460.

⁴³ - PH. DE GUARDIA, art réité : « la cour de cassation continue de présumer l'existence de la volonté d'enfreindre la prohibition légale à partir du seul fait que l'élément matériel est établi ».

.

:

.()

304) (303)

308) (307 306) .(

.(

.

.le risqué ur⁴⁴

⁴⁴ PH . DE GUARDIA art précité.

45

46

47

48

51

50

49

à corps ou à main

⁴⁵ Cass crim 2 février 1950 (doc cont N° 913) : « la mission des commissionnaires en douane agréés ne consiste pas seulement à reproduire les termes de la déclaration faite par leur commentants mais à faire une déclaration régulière après avoir effectué les vérifications nécessaires ».

46

.Crim 11 avril 1940 BC N° :2159

⁴⁷ -Crim 20 oct 1947, doc cont N°805.

⁴⁸ Cass crim 19 février 1948, bull crim N° : 819.

⁴⁹ Cass crim 19 dec 1946, doc cont N° 787.

⁵⁰ Cass crim 29 janvier 1948, doc cont N° 817

⁵¹ cass crim 17 mai 1933, doc cont N° 722.

()

(52)

.

.

:

(53)

.

282

1987 8

(54)

.

La force majeure :

⁵² - Cass Crim 20 janv 1947, doc cont N° 864.

- ⁵³

(145)

.

(10-98)

- ⁵⁴

(55)

305 225 64 56

56

64

225

305

(56)

(57)

⁵⁵ - Berr et treneau op cit N° 655 page 466.

⁵⁶ - Cass Crim 14 juil 1951 Doc Cont N° 971.

⁵⁷ - Cass Crim 01 juil 1943, RJD 1945, III, 25.

:

(58)

(59)

(60)

Erreur Invincible :

(61)

(62)

(63)

3 399

1958/12/17

⁵⁸ - Cass Crim 19 Mai 1926, Doc cont N° 576

⁵⁹ - Cass Crim 3 Fev 1949 doc cont N° 368.

⁶⁰ - Cass Crim 25 jan 1982, G c p 82 ed G IV 132.

⁶¹ - Cass Crim 24-11-1980. Bull Crim N° 313.

⁶² - R.Legros. Art, précité.

⁶³ - JP. Courturier « l'erreur de droit invincible en matière pénale » RSC, 1968. p 553.

(64)

»

(65)»

(66)

(67)

⁶⁴ - JM Gonnard JC P Annexe 1997. Douanes, la responsabilité et la solidarité. N° 140 et 81.

⁶⁷ (JF) RENUCCI. Op cit , p 8 : « Le droit pénal économique.... Est particulièrement instable et variable. C'est un droit temporaire et de circonstance. Le droit pénal économique a de plus, tendance à tous régir et dans les moindre détails, ce qui tend à favoriser une inflation législative dangereuse pour la matière elle-même ».

(68)

(69)

La responsabilité morale

(70)

:

29

369

⁽⁷¹⁾1977

8

2 369

⁷²1987

(73)

⁶⁸ - JP. Couturier ; art réité.

.167

399

- ⁶⁹

:

« En matière douanière ni l'erreur ni la faute ni la complaisance des agents de l'administration des douanes ne sont une excuse pour le prévenu et ne constituent pas une cause d'exonération de responsabilité » (Vass Crim 2mars 1950 bull crim n° 78.23 mai 1959 bull crim n° 270 – 13 mars 1974 bull crim n° 107)

« L'erreur de fait ou le droit commise par le contrevenant lui-même n'est pas non plus une cause d'exonération de responsabilité » (Vass crim 22/ mars 1946 doc n°772).

⁷⁰ - JM Gonnard, JC. Annexe 1997. V° Douanes Responsabilité et solidarité. N° 140 et 81.

⁷¹ - Loi n° 77-1453 du 29/12/1977. « accordant des garanties de procédures aux contribuables en matière fiscale et douanière » JO du 30/14/1977.

⁷² - Loi N° 87-502 (JO du 9/07/1987).

⁷³ - Berr et Treneau opcit N° 645 p 459 : « La réforme de 1987 loin d'être négligeable ne porte que sur le problème précis. De l'exonération de responsabilité du délinquant qui n'est pas à l'évidence à confondre avec celui de l'exigence d'un élément moral ».

(74)

(75)

(76)

282

:

:

319)

(" "

⁷⁴ - Berr et Tremeau opcit N°652 . p 465 : « le caractère invincible de l'erreur ne devrait lus être exigé lorsque le prévenu se propose de démontrer son absence d'intention frauduleuse ».

⁷⁵ - Crim 7 dec 1977. Gaz pal 1988. I. 287 note dou cet.

⁷⁶ - Berr et Tremeau opcit N° 656 page 49. (PH) DE guardia art précité, (CH) DE Guardia « l'article 23 de la loi du 09 juillet 1987 un nouveau code de douanes » Gaz pal 1987.

(48) (43)

(77)

331 311 309

(79) 331 (78)
(318)
(9) (7) 330 () () 325

(80)

281

(310) 309 _77
311
.() 303 _78
" : 331 _79
"
Berr et Treneau , ocit n° 634, p 452 : 180 _80

(81)

.
:
.

)
)

(
.(

:

()

()
.()

:

.

• *

41

(82)

" 42 :

" 43 "

11

•

(83)

(84)

⁸³ - Cass Crim 14 avril 1982 Bull. Crim N° 87.
⁸⁴ -- Cass Crim 27 octobre Bull. Crim N° 284.

.

(85)

.

.

.

:

:

.

.

)

(

.()

:

.

:

-

.

. 304 : -1

.

(86)

: -2

78

1999 16 197-99 . 81
(87)

. 307
"

"

"

(88)

(89)

(90)

1994 5 53-94 28 -⁸⁷
⁸⁸ - Cass . Crim 8 avril 1897 (doc. Cont N° 345) – cass crim 2 février 1959 (doc. Cont N° 915).

⁸⁹ - C. Berr et H. Treneau op cit N° 697 ages 492-493.

(.) 3 1997/03/17 143399 -⁹⁰
(.) 3 1999/09/07 201268

.

:

-

.

:_____ -1

. 115

.

. 117

.(. 119)

.(308)

1998

77

:_____ -2

.

78 (92) 78 1998 77 (91)

(93)

(94)

(95)

303

⁹¹ - Cass. Req 6 novembre 1922 doc cont N° 545.

⁹² - Cass. Req 14 décembre 1907 Bull. Crim N° 508.

⁹³ - C.BERR et H. TREMEAU op cit N° 697 page 493.

2/304

2/303

307

(96)

307 303

304

97)

.(

1000.00

.(98) . 53

305

325

330

2

.

96

.(394 /
.(

) 3
) 3

197/05/12
1996/10/30

148261
130292

97
98

305

:

.

-

-

.

305

1

(99)

.

.

:

:

303

(100)»

.

(102)

.

(101)

-⁹⁹

- jm Gonnard - JCP Annexes V° Douanes (responsabilité et solidarité) fascicule 40.6 1997 N° 145 à 150.

.(.)III

1998/02/23

157707

-¹⁰⁰

¹⁰¹ - Crim 11 Octobre 1972 D. 1972 Somm 7.

¹⁰² -Crim 19 février 1948 doc. Con N° 819.

(103 1998/02/23

303

"

-324-303-284-282 :

. " . 13/330

:

. -

. -

. -

.

(104)

(105)

(107)

(106)

(108)

(109)

(110)

:

-

-

:

:

•

•

¹⁰⁴ - Cass .Crim 15 janvier 1948 – doc. Cont N° 815.

¹⁰⁵ - Cass. Ch réunies 21 janvier 1985 D.P 1985, 1 page 217.

1984/03/22

_106

.(385

) III

1998/05/25

158684

_107

.(

) III

1993/07/18

97027

_108

.(

) IV

1994/04/17

107314

109

.(382

) 1984/03/22

30282

_110

Le responsable apparent

(111)

112

(113)

11

11

(114)

$$\begin{array}{r} \cdot \quad 226 \quad \quad \quad _ {111} \\ \quad 220 \quad \quad \quad _ {112} \\ \cdot \quad 324 \quad \quad \quad _ {113} \\ \quad \quad \quad \quad \quad \quad 114 \end{array}$$

9
1948 10 11 1789
1966 2 6
(45) 1996 26 1985 28- 24

()

2 6

(115)

(117)

(116)

. ...

(118)

369

2

¹¹⁹1987

28

23

45

¹¹⁵ - Alain Lestoumeaud entre la paille et l'eau. Gaz pal 1986. voir aussi J/M GONNARD. Art précité N° 12-42 et 80.

¹¹⁶ - C.E.D.H. 7 oct 1988. R.S.C 1989. 167. obs/ Tectegen.

¹¹⁷ - Cass Crim 21 fev 1983. J.C."P 1984 ed. E.I 13487. N° 30. Cass. Crim 10 fev 1992. JM GONNARD. Art précité N° 80.

¹¹⁸ - hilope Merle, les présomptions légales en droit pénal. Thèse . LGDJ. Paris 1970. P71 : « Ce système (présomptions légales) ar son role préventif , qui est essentiel et son caractère très souple ne peut qu'être approuvé ».

:

:

.

-1

. 310

-2

.

-3

:

42)

309

(43

.

:

" "

:

309

44

43

398

6 121

309

(120)

7

:

:

-

318

(121)

30

. 105

_120

30

_121

. 318

31

254

213

53

281

.

257

536

.

292

293

.

.

-

."

" "

.

317

()

"....

311

310

309

" :

."....

310

(122)

331

" :

"

" :

"

:

331

.

.

41

(123) 1982

13

1997

"

331

"

"

"

331

(124)

¹²² JM GONNARD. JCP Annexe V° Douanes. Fascicule 40. Responsabilité et solidarité. N° 74 et 77.

.(1982 7)

1982 16 04-82

-¹²³

-¹²⁴

(125)

310

:

(126)

(127)

310

"

"

(128)

(129)

(131)

(130)

¹²⁵ - JM GONNARD J.C.P. Annexex V° Douanes. 1997. Fascicule N° 4. Responsabilité et solidarité N° 122.

¹²⁶ -Article 399 Paragraphe 2 . a sont réputés intéressés les entrepreneurs membres d'entreprises, assureurs assurés, bailleurs de fond, propriétaire de marchandises... »

¹²⁷ - « ... et, en général, ceux qui ont un intérêt direct à la fraude » Article précité.

¹²⁸ - Crim 22/11/1918 D 1979. 200.

¹²⁹ - Crim 22/07/1948. Doc. Cont, N° 840.

¹³⁰ Crim 2/05/1952. Doc. COJN° 1004.

¹³¹ -Crim 20/05/1969 JCP 1970. II. 16 .288.

(133)

(132)

(134)

"

(135)

"

...."

310

310

(136)

¹³² - Cass – crim, 22/06/1950. Doc . Cont N° 936.

¹³³ - Cass . Crim 13/02/1964. Bull . Crim N° 53.

¹³⁴ - T.Corr,Perpignan 4/02/1948. Doc . Cont N° 756.

¹³⁵ - قرار رقم 122177 المؤرخ في 97/07/21 غ ج م ق (مصنف الاجتهاد القضائي في المنازعات الجمركية م ع ج العدد3، 2000).

¹³⁶ -
:IV

.... 330

()

"

"

(137)

310

310

()

326

(138)

:

311

:

:

-1

(139)

2/330

325

_137

.1992

_138

Voir aussi M.DE GOUARDIA : « un droit pénal très spécial : le droit pénal douanier » J/CP 1974.
Voir aussi M. Masse , art précité RSC 1989 : « il faut bien comprendre que les grandes fraudes douanières dites de formes intellectuelle, les marchandises ne franchissent plus clandestinement les frontières elles sont régulièrement déclarées aux postes de douanes mais les déclarations et justificatifs sont fausses.... Et il faut le plus souvent poursuivre les instigateurs hors de France ».

: 2000 22 21 552 551

« La grande arnaque au port d'Alger, des conteneurs bourrés de pierres ». Journal LIBERTE du 02/02/2001.

¹³⁹ - Art399, paragraphe 2. du code des Douanes.

(140)

(141)

(143)

(142)

311

(144)

:

-2

:

-3

(145)

(146)

312

311

312

322

. 2000

()

¹⁴⁰ - Cahamdery. 16 fevrier 1950. Doc . Con N° 918.

¹⁴¹ - Crim 22 Avril 1970. 3 cN° 142.

¹⁴² - Cahamdery. 16 fevrier 1950. précité.

¹⁴³ -Crim 16/07/1958. Doc . Cont N° 1273.

¹⁴⁴ - La largeur le droit pénal . Dalloz . Paris. 17^{ème} ed, 1999. p81.

¹⁴⁵ - Cas Crim 17/11/1965. Bull. CrimN° 236.

¹⁴⁶ Cas . crim 30/10/1978. Bull. Crim N° 291.

312

312

400

() 410

.⁽¹⁴⁷⁾ 1987/07/08 502/87 1/25

400

312

311

310

"

"

"

"

(148)

310

311

312

331-311-309

310

¹⁴⁸ - J.M Gonnard. Art prec. N° 116. voir aussi BERR ET TREMEAU , N° 691. p 488.

.

.

(149)

.

:

(150)

.

¹⁴⁹ - M.DELMAS . MARTY , les chemins de la répression, lecture du code pénal, PUF, Paris , 1980, p 158.

1995

:

/ (

)

/

-¹⁵⁰

:

(25)

(151)

281

.

.()

()

:

.

281

()

()

.()

:

¹⁵¹ - JF DURAND JCP – annexe V° douanes fascicule 6 (le régime des peines) : « Nous sommes en présence d'un système législatif ancien et même vétuste caractérisé par deux traits : la sévérité des peines et la rigidité de leur application qui portent la marque de la législation de COLBERT et de NAPOLEON » / Intervention de Marc Lauriol. Député a l'assemblée natinale / séance 22 juin 1977. JO deb Ass natio 23/06/1977- p 4068.

()
) ()
 ()
 -
 :
 :

(152)

:

Amende fixe

(323 322 319)
 (328 325)
 .(320)

(153) 1977/12/29 1456-77

324

320

(154) 321

20.000 ()

324 1997 30.000

()

)

(155) (/21

(321)

(325)

321

:

15

.

:

: 321 -¹⁵⁴

/

-¹⁵⁵

77

"

"

325

1999/09/21

.249

/

. 329
:

157 . 323 321

.

" : 336

"

.

.

(158)

¹⁵⁶ W .JEAND DIER « peine en matières criminelle et correctionnelle » (confiscation spéciale). JC penal.
Tome 1.

¹⁵⁷ BERR et TREMEAU / Op. cit. N° 731 p522.

336

(159)

—

288

261

—

160

aient été "

"n'aient pu être saisis"

¹⁶¹

"saisis

:

(328)

—

: () 324

—

() "

"

.

.287

_159

336

_160

2000

)III

97/07/21

135681

"

(

177530

III

97/11/04

137231

.() 98/03/24

¹⁶¹ - BERR et TREMEAU / op cité N° - p 526.

" 324) 328 "

322 16 -

" "

162 -

336 246 ()

(163)

246

281

281 :

1998/11/30 220 / /5573 _162

109

/91 _163

200 /

” ”

.

—

—

164

.

(165)

.

:

” :

(166)

.

281

.97/02/24

140301

III

97/11/24

153165

—¹⁶⁴

) .(

) 99/02/02

180122

97/07/28

150473

.(2000

¹⁶⁵ (JM) GONNARD , art précité.

/

”

”

—¹⁶⁶

.211

/11

" :

(167)

(168)

(170)

24

132

(169)

(171)

53

281

:

53

-1

-2

328

(172)

¹⁶⁷ - نفس المرجع ، ص 21.

¹⁶⁸ - Cass crim du 14 mars 1983 (JCP, 1983, IV, 173).

¹⁶⁹ - Loi du 19 juillet 1993. fixant l'entrée en vigueur du nouveau code pénal (1 mars 1994).

¹⁷⁰ -« Le juge prononce les peines et fixe leur régime en fonction des circonstances de l'infraction et de la personnalité de son auteur ».

()

.

.

.

281

(173)

.

)

(59 54

.()

328

_172

_173

.

01 319 ⁽¹⁷⁴⁾ 1977 29 77-1453
:

-1

-2

-3

-4

:

(175)

.(261)

(176)

(177)

¹⁷⁵ - Cass Cham reunies 26 avril 1961 (Bull crim N°223), Cass crim 21 octobre 1965 (bull crim N° 205).

¹⁷⁶ - 29 juin 1938 (Bull Crim N° 330) – 23 Novembre 1981 (Bull Crim N° 310)

326 ()

1997/12/02

143258

(178)

(179)

(180)

()
(317)

:

¹⁷⁸ -J M GONNARD « peines en matière correctionnelles (peines privatives de droit et de liberté/ amende) JC pénal N°1.

¹⁷⁹

:

11

1975/07/11

624-75

"

"

1983/06/10

466-83

2000

360

Jour amende "

132

25

9

5 131 "

J.Larguir, le droit pénal général Dalloz, 17^{ème} ed , 1999, page 129. :

28

¹⁸⁰ -Voir circulaire N° 302/DGD/CAB/ D230 du juin 1998 « l'exécution des décisions de justice amendes solidaires » : « La solidarité des condamnations offre à l'administration des douanes de meilleurs chances de recouvrement de l'intégralité des pénalité prononcées ».

-()

Mixte et

(181)

hybride

(182)

()

.()

:

¹⁸¹ BOUZAR et PINATEL. Traité de droit pénal et criminologie, 2^{ème} ed. I II, N° 1020 et 1056.

Merle et VITU traité de droit criminel, N° 708, ed cujas 3^{ème} ed, 1978. M. DE GOURDIA. Un droit pénal très spécial le droit pénal douanier, JCP 1974, 12652, CBERR et H TERMEAU op cit N° 719 p 512 M.MASSE Art Précité.

في حين اعتبر البعض بأن الجزاءات الجمركية ذات طابع جزائي محض.

Voir CHAUVEAU et F.HELIE. théorie du code pénal, titre I, P 210.

و إتجه البعض الآخر إلى القول بالطابع المدني لهذه الجزاءات.

Merlin, organisation et législation douanières, 1971 publication de l'école nationale des douanes . Neuilly , p 135.

(183)

329

»

(184)»

(185) 1951 11

)

(187)

(186)

(

(188) 1977/12/29 1453-77

¹⁸³ - 11 Juin 1949 (Bull CrimN°208), 2 Oct 1975 (Bull crim N° 220).

¹⁸⁴ - JF DURAND art prec N° 35.

¹⁸⁵ - J O 13 février et rectifié 7 avril 1951 (JCP. 1951. III. 15380 et rectifié 15987).

¹⁸⁶ - Cass Crim 27 fev 1947, doc cont n° 791) ; cass crim 15 nov 1951 (D 1951 38) et note sous nimes 11 juil et 6 octob 1951 (JCP 51 11 6596).

¹⁸⁷ Cass crim 22 dec 1892 (DP. 93. 1. 151)

.
(189) 1987 8

.
:
:
) -
(1 8 2 7 1453-77

. 414 413 412 411 410

1 8 2 7
1978 21 712-78 (370)

()
(190) 412 414 410

.(370)

¹⁸⁹ - Loi N° 87 – 502 (JO du 09/07/1987).

.

:

7

"

4 319

"

.

411

(191)

1977

(192)

" : (193) 1983 31

¹⁹¹ Idem n° 727.4 p519. J F DURAND art préc n° 96.

¹⁹² -. J F DURAND art préc n°13 et 42.

:

BERR et TREMEAU op cit n° 727 /4 P 520 « dès lors en effet que la réparation du préjudice causé au trésor doit nécessairement être ordonné qu'elle que soit l'essence des poursuites répressives, il devient radicalement impossible de soutenir que l'amende puisse avoir le moindre fonction réparatrice ».

_193

DOUCET, note sous cass crim 31 janvier 1983, Gaz pal, 1984, I sommaire 97 : « le caractère mixte des amendes douanières et fiscales a crée régime désagréablement ambigu nous ramenant presque à la préhistoire de droit criminel.

1977 29 7
12 ()
1983
5
1977
1998
1998
259
1979
81

(194) 1987

(195)

"

(196)"

()

(197)

326 319

" "

:

.1986	55	1987	1986/12/26	86/15	_194
			.311		_195
				.310	-196
			340 339	293- 281	_197

272) -1
.(

318 -2
1 320 2

.
: -3

326 325
.
-4
)
.(261

) -5
(266
(
(293)
(
393 -6

. 599
(198)

" 4 259

(199)»

.

(200)

.

(201)

(202)

.

4 259

1993/01/03

(203)

"1996/12/30

....

»(204)

.

(205)

.

) 1995/01/29

_199

259

"

(

97020

III

."

.(55 1992

)2

1987/04/14

39896

_200

.(53

) 1984/11/06

32741

_201

) III

1999/02/02

191129

_202

(.2000

.256 3 1994

III

85084

_203

.()III

141061

_204

.() III

1985/01/29

34888

_205

4 259

1998

.1977 29

.

:

1998

259

.

:

-

() 281

.

)

.(

.

4-259

(209)

.

(210)

4-259

(211)

240697

2000/04/24

" () 2000/04/04

399205

-²⁰⁹

220976 "

(III

) 2001/03/13

.345

-²¹⁰

()

281

-²¹¹

.() III 2001/03/13

231077

No bis in

idem

: -1

concours idéal :

" : 340
()
." ... ()

(212)

(213) 340 4-259

(214)

-2

	.(	) III	2001/03/13	231481
	:			_212
.(1996 1		) III	1992/06/21	86005
	.(	) III	1984/11/06	32537
	.(	) III	1986/07/01	38256
339				213
				()
				_214
(3		) III	99/02/22	195577

1996
9
22-96

(215)

)
426
424

"
"
(
11
(216)

1985/01/29
(
)
(217)
30.000.00

(11
6
)
1996/07/09
96-22
96-22
259
(218)
340
259

1996
10
1417
24
43
259

:
425
...

(1996
)
1990/10/09
67341
(52
1992
)
34888
34887
.362

_215
_216
"
_217
218

(220)

(219)

: -3

4-259

2

(221)

(222) 10-98

(223) 2001 13

4 - 259

1998 1979

"

(225)

(224)

(226)

) III 1999/01/25 180580 _219
(2000

.() 1999/06/29 182952 _220
_221

" 2

47780 1992/11/11 39898 1993/10/10 84708
(1998 2) II / 1988/05/31
() 1998/11/30 220 / /5573 _222
() III 238279 _223

²²⁴ - Cass Crim du 12/03/1984 (Bull N° 100).

.339 338 _225

²²⁶ - J LARGUIER, op cité p 231.

4- 259

281

4-259

:

:

.

.

:

212

(254)

-

-

.

:

"

-1

"

"

"

"

."Partie d’office

-2

.

.()

أ-

.()

ب-

(228)

:

"

.

"

"

"

"

"

"

\cdot
 \vdots
 $\vdots \quad (\quad \cdot \quad 29 \quad) \quad \vdots \quad *$

(229)

\cdot
 $\vdots \quad *$
 $\cdot (\quad \cdot \quad \cdot \quad 3 \quad 2 \quad)$

:

 $\cdot (\quad \cdot \quad 4 \quad)$

(230)

.

(231)

.

:

. 259

.

.

(232) 272

.

"

3 2

....

(233)"

.

²³¹ - J. PRADEL et H.VARINARD. Les grands arrêts du droit criminel. 2^{ème} édition.T2 ; le procès, la sanction, p 35.

: -289 :

. 675 1973

: 272 -²³²

"

139983 () () 1994/11/08 125896 -²³³
.()III . . . 1997/12/22 155494 ()III . . . 1996/12/30

(234)

(235)

... 1/496

(236)

(237)

(238) Action publique de nature spéciale

(239) 1977 29

. 259

)III . . . 1990/07/10	60389	(	)III . . . 1993/07/18	94610	- ²³⁴
					.(
.(			) . 1999/05/25	200756	²³⁵
.(	)III . . . 1998/03/23	152967	1997/05/12	145686	- ²³⁶
				"	"

.3 1994

²³⁷ - « L'action de la douane ne peut être ni assimilée à l'action civile ni confondue avec celle-ci » (cass-crim 5 janvier 1967. Bull. crim N°9).

²³⁸ - Cass

. Crim 4 juillet 1973, Bull, crime N° 34.

Voir M.DECGUARDIA: Un droit énal très special: le droit penal douanier" JCP 1974.

-²³⁹

259

:

259

.

259

" :

.

"
.

259

.

2 1

259

1977/12/29

1960/12/23

(240)

343

Loi accordant des garantie de procédure

.aux contribuables en matière fiscale et douanière

²⁴⁰ - Article 343 CD français :

« 1- L'article pour l'application des peines est exercée par le ministère public ».

(241)

(242)

1977/12/29

Action pénal

spécial

Ministère public

auxiliaire de la répression

(243) spécialisé

(244)

(245)

24

:

(246)

3

343

2 1

259

343

_241

_242

²⁴³ - C. BERR et H. TREMEAU . op cit n° 807 p 570.

²⁴⁴ - Cass. Crim , 6 novembre 1973. Bull . crime n° 401.

²⁴⁵ Cass.crim 5 Janvier 1967.Bull.crime N°9

²⁴⁶ - Cass. Crim 4 juillet 1973. Bull ; crime N° 316.

(247)

(248)

(249)

" :

(250)

(251) 259

10-98

-247

.254 1998

Voir aussi C.Berr et H treneau . op cit n° 807. p 570 : « le ministère publique et habilité a exercer l'action fiscale à la place de l'adminisration des douanes, ce qui serait inconcevable si l'action fiscale avait la nature d'une véritable action civile ».

.211 : -248

() III . . . 1998/12/14 186955 -249

(.2000 3

.() III . . . 99/02/02 173453

99/5/25 200746 -250

.() III . . . 2000/11/7 221965 -251

(252)

259

:

:

:

. . 2001/1/9

225025

(

)III

. . .

2000/4/24

220976

-²⁵²

.(

) III

.

-1

(253)

-2

(254)

.(255)

259

*

*

*

<hr/>						
202	143802	1995/05/15	148134	1994/10/09	1220740	253
		IV	)	1997/09/28	151425	1997/05/12
	148834	1997/07/28	119939	1994/04/17	107307	.(
	2000/04/24	220976	(	IV	)	1997/07/28
						.IV
IV		1998/03/23	154311	1997/03/17	140841	255
						.(204

" "

.

259

. 2

(256)

"exercer"

" "

.

" 1996/11/12

"
.

" 1991/06/03

(257)"
.

²⁵⁶ - C. BERR et H. TREMEAU , op cit n° 0 809, p 573.

²⁵⁷ - Crim. Partielle, 3 juillet 1991 (j.c.p 1991 II, p IV. 357).

(258)»

. 2 / 259

:

(259)

.1998/08/22

. 259

()

.()

:

.259-258

:

-²⁵⁸

²⁵⁹ - C.BERR et H TREMEAU , op cit n° 809 p 573.

259 2

“ . ”

.

. 259

.

260

”

”

.

.

.

:

:

(260)

.

()

.

(261)

.

337

16

.

"

(262)

(263) . 16

.(264)

(265)

(266)

14

275

328 327 322:325:326 320

_261

. 337

_262

(16) 16 16

.III. 1997/02/24 140307 _263

.III. 1997/07/28 150473

.III. 1999/02/02 180122

(2000 3)

.() .III. 1995/07/16 118935 _264

1997

²⁶⁵ - Cass . crim. 20/01/1971. Bull. crime n° 100.

²⁶⁶ - Cass.Crim. 07/01/1965. Doc . Cont N° 1504.

(267)

.

. 1977 29

.

337

.

. 259

.

:

-1

"

"

²⁶⁷ - Cass.Crim28/03/1995. Doc . Cont N°1953.

-2

-3

-

-

-

.

$$\frac{\vdots}{265 \qquad 10/98 \qquad 16}$$

.

$$.(\qquad) \qquad \qquad (\qquad)$$

$$\frac{\vdots}{.(\qquad) \qquad \qquad (\qquad)}$$

$$\frac{\vdots}{265}$$

.

- -

:

1996

.

(1)

.

350

(2)

.

.1966	48	1966	8	155/66	(1)
.1979				1962 31	(2)

6

»

(1) «

. . . 6

.
" " "

" (2)

.

(3)

.

1983/01/25 : .
1983/01/31
1983/05/02 1299
204 1985/01/21

.	1975	17	46/75	(1)
		.476	- :	(2)
.17	1996		:	(3)

"

6

"

.

(1)

.⁽²⁾1992

() (3)

.

.

.

(4)

.

.477 - : (1)

.1992 1991/12/18 25/91 (2)

.1993 : (3)

4- C.BERR et TREMEAU, op cité n° 839, p586.

410

. 404 -

:

.

(1)

.

(2) M. BOITARD

.

.

(3)

.

"

"

(4) M. BOITARD

.

"

.

(1) E. ALLIX ET L. ROUX cités par Melle Noura LIMAN « La transaction Douanière » in colloque de « Droit pénal douanier » Tunis 19-21 Février 1987.

(2) IDEM.

.418

:

(3)

(4) M.BOITARD « La transaction Pénale en Droit Français » R.S.C. 1941, p 151..

“(1)

(2)

”

“(3)

:

(1) F.BOULAN « La transaction douanière » in études de droit pénal douanier, puf 1968, page 238.

(2)

. 239 2001 . . .
.431 :

(3)

_____ :

:

.()

.

: _____ -

:

. -

. -

:

: _____ -1

:

()

.

"

265

."

.

.

: _____ -1

·
(1)
·

F . BOULAN, Op cit, 236 (1)

(1)
·

: _____ -2
265

(2)

(3)
·

·

·

·

·

81

·
(573)

(270)

(1)

" " . 265 " " (2)

.« poursuivies »

3 - C. BERR et H, TREMEAU : op cité N° 843 page 588.

• • •

1- Note N°303/DGD/D200 du 31/07/99, Concernant le calcul des pénalités dans le cadre d'un règlement transactionnel conformément aux nouvelles dispositions du code des douanes,

Circulaire N° 353/DGD/D220 du 19/09/99, fixant les modalités d'application de l'article 265
CD.

(2)

(3)

C.BERR et,H, TREMEAU :

Comité du Contentieux Fiscal, Douanier et des Changes

(260)

()

(1)

Principe de la transaction

(2)

1 - Idem, N° 844, page 591.
Aussi DE GUARDIA (CHARLES) « la transaction en droit douanier français » in colloque
droit pénal douanier, Tunis 19-21 février 1987.
2 - C.BERR et H.TREMEAU, P.P.Cit N° 839, Page 587.

265

21

200 / /303

21

(1)

(2)

Domiciliation Bancaire

(3)

(4)

(1)

443

(2)

265

3- Note N°303/DGD/D200 du 31/07/99 concernant les circulaires générales pour le calcul des pénalités dans le cadr d'un règlement transactionnel conformément aux nouvelles dispositions du code des douanes.

- 4- Circulaire N° 353/DD/CAB/D220 DU 19/09/99 Fixant les modalités d'application de l'article 265 du code des douanes relative aux transactions douanières.

(1)

(2)

" "

(3)

(4)

(5)

(1) C.BERR et H.TREMEAU.Op cité n° 846, page 593.

.439 : (2)

(3) C.BERR et H.TREMEAU.Op cité n° 846, page 593.

(4) Note n° 303/DGD/D200 du 31/07/99 précitée.

75 1989

: (5)

.

: _____ -

.

(1)

.

(2)

.

.

.

1999 16 195-99
(5) (. 4/265)

. 25%

1998

(1)

.463

(2)

.

(1)

.

.

: _____ -(

(1)

.(2)

: _____ -1

(2)

.

:

.

262

.

.(1 293)

.

.463 : (1)

-Voir aussi C.Berr et H.Tremeau, O.P cit n° 847, Page 594.

. 119 (2)

.

(1)

: _____ -2

(2052)

.

(2)

462

(3)

(4)

(5) 2058

(6)

(7)

1995/01/04

200 / / /29

(1)

."...

" . 462 (2)

(3) Cass req, 20/12/1881, 1882, I.334.

(4) Cass req, 15/05/1923, Doc, cont, 558.

. 84 (5)

. . 465

(6) C. BERR et H.TREMEAU.O.P cit n° 850, page 595.

.469 : (7)

(1)

.

(2)

.

466/2

(3)

.

(4)

(5)

.

.170

(1)

(2) Cass. civ du 19/01/1959. Doc, cont N° 1294.

"

2/466

(3)

()

"

.

-

. 316

.181

-

4- C.BERR et H.TREMEAU.O.P Cit n° 850, Page 595.

: (5)

.471

(1)

(2)

:

(3)

(4)

(5)

(6)

(1) Crim, 15 juin 1944. Doc. cont N°727 , crim 27 mai 1948 doc.contN°558.

(2) Crim 18 Février 1981.J.C.P 1981 IV.394.

(3)

1995/01/03 200 / / /29 (4)

2001/05/23 234449 (5)

(1)

"

(2)"

173

265

6

(3)

(1) J.FDURAND, J.C.P Annexe douanes, fasciculé7, le régime des peines, N° 329.

III 1994/11/06 122072 (2)

.232

III . . . 1997/03/17 142037 (3)

. 53

40

Voir cass.crim du 07/03/1984.M.MASSE, Infraction contre l'ordre financier, RSC 1985, p 589.

(1)

.

⋮

)

.(

)

(

⋮

.

1979

(2)

.

(3)

"

265

"

.

(1) C.BERR et H. TREMEAU, O.P. cit, N° 844, P589.

.

1 - F.BOULAN, op cit, p239 et suite.

(1)

.

.

.

"

(2)

.

(3)

.478 476 : (1)

.265-264 . (2)

(3) F.BOULAN, O.P.Cit, p247.

2046

.(1)

.(2)

29

. 3/350

⁽³⁾1977

(4)

La remise des peines fiscales

.

-

-

390)

.(

.(5)

(1)Idem, p239.

(2)Melle NORA LIMAM, art précité.

(3)

(4)

(5) C.Berr et H.Tremeau, O.P. Cit n° 854, p 597.

(. 259)

.

.

6 5

.

(i)

.

. 8/265

. . 200.000

.

_____ : _____

265

.

1999

22

(1)

(1)

326

328

<hr/>					
			1994	8	<hr/>
					(1)
1994	8	129	-		
			.		

:

: . 265 2 1999 22

. -1

. -2

. -3

. -4

. -5

.

(i)

.

1999 22 3

. 500.000,00

100.000,00

.

. 500.000

. 500.000

.(4) . 328

1994/02/08

129

(1)

5

(1)

. 500.000

. 1.000.000

. 500.000

(2)

(4)

(3)

. 328

. 1.000.000

. 500.000

1994/06/08

129

(1)

.450

(2) Circulaire n° 353/DGD/CAB/D220 du 19/09/1999 précitée.

(3)

-

. 1.000.000

(3)

(4)

(5)

： _____ -

． 500.000

． (． 1.000.000)

． 500.000

． 328

． ． 1.000.000

． 265

(1)

<hr/>			
			(1)
1994/06/08			. 500.000
. 700.000	. 326		
			900.000
	(1)	:	
			.
)		
(2)			(
		(3)	.
	(4)		
	(5)		
	(6)		
		(7)	.
<hr/>			
	1999/08/16	195-99	(1)
	.455		(2)

1978/06/12 635-78 (3)

195-99 7 (4)

.1983/01/25 6

8) 5 (5)

.(1983/01/25 8) 3 (

.(9) (6)

. 1983/01/25 9 (7)

: _____ -

: *

*

(1)

*

(2)" "

"

(3) "

.

		.453		(1)
		.1983/01/25	11	(2)
.	1999/08/19	195-99	11	(3)

(1)

(2)

La retention

(3)

(4)

12 (1)

.(5) % 25 (2)

. . 250 241 (3)

95% (4)

F.Boulan op cité, p 247 :

: 82% 1994

70%

Bilan de l'activité douanière direction générale des douanes 1994 et aussi bilan de l'année
1999 direction centrale du contentieux, DGD.

(1)

(. 265)

(2)

. 265

1 . 21

(3) 500.000

(4)

8 . 265

(1)

.28

(2) Note n° 303/DGD/D200 du 31/07/1999, Précitée.

. 1999/06/22 5 (3)
4 3 (4)

(1)

(2)

(3)

<hr/>							
		1999	16	195-99		16	(1)
				.1977	29		(2)
							(3)

.

(1)

1997 29

"

"

(4)

.

(3)

.

.

.

"

.

.

		(1)
	472	1973
		379 (2)
.86		(3)

الخاتمة



22 10-98

1998

.

.

:

.

*

*

.

•

•

•

•

•

“ ”

•

()

.

.

.

10-98

.

.

.

(1)

.

()

.

(2)

.

. 259

1979

. 259

. 340

.

10-98

(1)

.118

(2) URBINO, Soulier, l'évolution de la jurisprudence en matière douanière, GAZ, Pal 1987, I, 450.

(i)

(1) PHILIPPE Merle, O.P[^].Cit, N°133 et P137 à 139.

:

:

-I

.1997

*

*

.1998

10-98

*

.2001 . . .

.1993

*

*

.307 3 1994

*

.

()

*

.1995 . .

*

.1973

*

.1998

*

.502 3 1996

282

*

. 1997 6 3

.1973

*

*

.

.1989

*

: - II

.1992

*

1996 1

*

. 2000 3 1998 2

:

I- OUVRAGES ET THESES:

- * BERR (C/J) TREMEAU (H), le droit douanier. ed. economica, Paris, 1988.
- * BOUZAT (P) PINATEL (J), traité de droit pénal et criminologie, DALLOZ, Paris, Tome 1, droit pénal général, 1970.
- * CHEVEAU (A) et F. HELIE (F), théorie du code pénal, I.L.G.J, titre I, 6eme ed, 1887.
- * DELMAS Marty (M), les chemins de la répression, lecture du code pénal, PUF, Paris, 1980.
- * LARGUIER (J), le droit pénal général, DALLOZ, Paris, 17 eme ed, 1999.
- * LEAUTE (J), criminologie et sciences pénitentiaires, thèmes, Paris, 1972.
- * MARCHESSOU (P), l' interprétation des textes fiscaux. ed, economica, Paris, 1980.
- * MERLE (P), les présomptions légales en droit pénal, thèse, NANCY, 1968, L.G.D.J, 1970.
- * MERLE (R), et VITU (A), traité de droit criminel, ed. cujas Tome 1, droit pénal général, 4eme ed, 1981.

- * PRADEL (J) et VARINARD (H), les grands arrêts du droit criminel, Tome, le procès et la sanction, 2eme ed, Paris, 1989.
- * RENUCCI (JF), le droit pénal économique, MASSON/ARMAND COLIN, Paris, 1996.
- * VOUIN (R), le droit pénal spécial, DALLOZ, Paris, 1971.

II- ARTICLES ET NOTES:

- * BOITARD (M), la transaction pénale en droit français, R.S.C, 1941, p 151.
- * BOUTAN (F), la transaction douanière, une étude du droit pénal douanier, PUF, 1968.
- * CAZARRE (A), l'organisation de la douane, R.F.F.P, 1983, N° 3.
- * CHAPARD (F), les circonstances atténuantes, ENCY, DALLOZ, 1967.
- * COUTURIER (J.P), l'erreur de droit invincible en matière pénale, R.S.C, 1968, p 553.
- * DEGUARDIA (CH), l'article 23 de la loi du 08/07/0987, un nouveau code des douanes, GAZ, PAL, 1987.
- * DEGUARDIA (CH), la transaction en droit douanier français, un colloque de droit pénal douanier, Tunis, 13-21 Février 1987.
- * DEGUARDIA (M), un droit pénal très spécial, le droit douanier, J.C.P, 1974, I, 2652.
- * DEGUARDIA (PH), l'élément international dans les infractions douanières, R.S.C, N° 3, 1990, p 487.
- * DELMAS MARTY (M), criminalisation et infractions financières, économiques et sociales, R.S.C, 1977, p 509.
- * DOUCET, note sous cass.crim 31 Janvier 1983, GAZ,PAL, 1984, I, sommaire 1997.
- * DURAND (JF), J.C, pénal annexes, V° douanes responsabilité et solidarité et régimes des peines, fascicule 6 et 7, 1987.
- * GONNARD (JM) J.C pénal annexes, V° douanes la responsabilité et la solidarité, 1997.
- * GONNARD (JM) J.C pénal, les peines en matière correctionnelle: les peines privatives de droit et de liberté- amende.
- * JEAN DIDIER (W) J.C pénal, le principe de la légalité criminelle et application de la loi pénale dans le temps.
- * JEAN DIDIER (W) J.C pénal, peines en matière criminelle et correctionnelle (confiscation spéciale).
- * LEGROS (R), l'influence des lois particulières sur le droit pénal général, R.S.C1968, P 233.
- * LESTOUR NEAUD (A), entre la paille et l'eau, GAZ.PAL 1986. D, p 411.
- * LIMAM (N), la transaction douanière, un colloque de droit pénal douanier, Tunis, 13-21 Février, 1987.

- * MARTY (JP), les délits matériels, R.S.C 1982, p 41.
- * MASS (M), les infractions contre l'ordre financier, R.S.C, 1985, p 589.
- * MASS (M), les infractions contre l'ordre financier, R.S.C, 1989, p 125.
- * MERLIN, organisation et législation douanière, publication de l'Ecole Nationale des
Douanes 1971.
- * ROBERT (JH), l'histoire des éléments de l'infraction, R.S.C, 1977, p 269.
- * URBINO SOULIER, l'évolution de la jurisprudence de la chambre criminelle de la cour de
cassation sur l'application des dispositions repressives du code des douanes, GAZ.PAL, 1987,
I, 450.



	:	1
	:	6
	:	8

	:	
.....		8
	:	
.....		9
	:	
.....		11
	:	
.....		13
.....	:	14
.....	:	15
.....	:	16
	:	
.....		18
.....	:	21
.....	:	22
.....	:	22
.....	:	23
	:	
.....		25

.....	:	26
.....	:	27
.....	:	29
.....	:	31
.....	:	33
.....	:	33
.....	:	34
.....	:	36
.....	:	36
.....	-	36
.....	-1	36
.....	-2	37
.....	-	38
.....	-1	38
.....	-2	39

	:	
.....		42
.....	-	43
.....	-	43
	:	
.....		44
	:	
.....		46
.....	:	46
..... 310	:	49
.....	:	52
.....	:	55
	:	
.....		55
	:	
.....		56
.....	:	56
.....	:	58
281	:	

.....	:	61
.....	:	62
.....	:	65
.....	:	68
.....	:	69
.....	-	69
.....	-	70
.....	:	70
.....	:	72
..... 1998	:	72
.....	:	75
.....	-	76
.....	-	77
.....	-1	78

.....	-2
	79
.....	-3
	80
	:
.....	82
.....	:
	84
.....	:
	85
	;
.....	86
259	:
.....	88
.....	:
	92
.....	:
	92
.....	:
	94
.....	;
	95
.....	;
	96
.....	:
	99
.....	:
	99
.....	;
	99

.....	:	99
.....	:	102
.....	:	104
.....	:	104
.....	:	104
.....	-	104
.....	-1	104
.....	*	104
.....	*	105
.....	-2	108
.....	-	110
.....	-	111
.....	-1	111
.....	-2	112
.....	:	114
.....	:	116
.....	:	116
	:	

.....	120
.....	122
.....	124
.....	-
.....	125
.....	-
.....	127
.....	133
.....	138